



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération au développement

Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome, 3 - 5 juin 2008

**Intervention du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg
par
Monsieur Jean-Louis SCHILTZ
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**

seul le discours prononcé en français fait foi

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Tout ou presque a été dit sur les causes de la crise alimentaire qui frappe si durement aujourd'hui les populations des pays en développement, mais qui affecte également – ne l'oublions pas – les couches défavorisées des populations des pays de l'hémisphère Nord.

Pour les pays en développement, la réponse à court terme, à laquelle nous devons contribuer tous, est à l'évidence humanitaire. C'est ainsi que mon pays, le Luxembourg, a par exemple décidé d'augmenter cette année d'au moins 50% l'enveloppe destinée à ses programmes d'aide alimentaire dans ses pays partenaires d'Afrique de l'Ouest, avec un accent particulier sur les programmes de « *School feeding* ».

Mais cette réponse à court terme est loin d'être suffisante et c'est d'ailleurs là la raison pour laquelle nous nous sommes réunis ici. Sans avoir la prétention de broser un tableau complet de la réponse à long terme, je voudrais relever ici dans ce contexte cinq points :

(1) Il faut avant tout investir concrètement dans l'agriculture des pays en développement et ce de manière multifonctionnelle et durable, en accordant une priorité à la sécurité alimentaire et un rôle clé à la biodiversité. L'agriculture doit tout d'abord permettre aux populations rurales de subvenir à leurs propres besoins, elle doit ensuite leur permettre de mettre sur pied une activité génératrice de revenus. Il s'agit de faire revivre l'agriculture là où elle a disparu et de la développer là où elle n'a jamais existé.

La production agricole trouve sa place dans tout programme qui vise le développement rural intégré. Il s'agit là d'un élément central pour nous et nous le pratiquons par ailleurs depuis des années.

La biodiversité agricole, qui a fait l'objet des travaux de la Conférence de Bonn est un élément tout aussi essentiel dans ce même contexte.

(2) Toujours à propos de l'agriculture, je suis convaincu que chaque continent, chaque région du monde doit avoir le droit d'organiser son agriculture comme il ou elle l'entend. C'est une question de sécurité alimentaire mais c'est aussi une question de souveraineté alimentaire. Cela appelle donc le maintien ou la mise en place d'un certain nombre de mécanismes de régulation, mais si l'on reconnaît à chaque région du monde le droit d'organiser son agriculture selon ses propres règles, ce droit a nécessairement et obligatoirement comme corollaire que cette même région a l'obligation de ne pas désorganiser l'agriculture d'une autre région, d'un autre continent. Concrètement cela signifie qu'il faut s'attaquer aux subventions à l'exportation des pays développés. Celles-ci n'ont guère leur place dans la logique que je viens de décrire et il faut donc les éliminer.

(3) Il nous faut aussi fermement dénoncer la spéculation boursière sur les produits agricoles de base : Spéculer sur ces produits - lorsqu'en même temps des milliers de personnes meurent de faim - est clairement inacceptable. Le comportement des spéculateurs est un comportement criminel, comme l'a relevé notre Premier ministre dans un discours récent.

(4) Nous devons remettre notre approche en matière de biocarburants sur le métier. Il faut réexaminer et rééquilibrer tout cela. Il ne faut pas non plus avoir peur des remises en cause, là où cela est nécessaire. Des critères de durabilité doivent être mis en place et - dans le doute - c'est toujours l'approvisionnement en aliments de bonne qualité qui doit avoir la priorité sur toutes autres considérations. Les objectifs en matière de biocarburants qui ne correspondent pas à ces préceptes sont à revoir.

(5) Enfin, il faut rapprocher les enjeux du changement climatique et ceux du développement. Même s'il est évident que les pays en développement et leurs populations ne sont pour ainsi dire pas responsables des causes du changement climatique, il est tout aussi évident qu'ils sont les principales victimes de ce changement climatique.

La Coopération luxembourgeoise vient ainsi de décider en début d'année d'intégrer de façon systématique dans ses programmes de développement les questions ayant trait au changement climatique.

Le corollaire des cinq points que je viens d'exposer est bien entendu l'obligation de la communauté internationale de fournir une aide conséquente, notamment en volume. Je suis satisfait, à ce propos, que le Conseil de l'Union européenne a reconfirmé – pas plus tard que le 27 mai dernier – les engagements pris en 2005 sous Présidence luxembourgeoise, de porter collectivement à 0,56 % du revenu national brut son aide publique au développement en 2010 et à 0,7 % en 2015. Il s'agit d'un engagement essentiel de l'Union européenne en vue de la Conférence de Doha à la fin de l'année. Le Luxembourg est en tout cas prêt à continuer ses efforts dans ce contexte et notre aide publique au développement a atteint 0,92 % de notre revenu national brut en 2007.

Je voudrais enfin souligner l'importance que le Luxembourg attache à la mise en place de la *High-Level Task Force on the Global Food Crisis* et du niveau de coordination et de collaboration de ses membres, à savoir notamment la Banque mondiale, le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA), la FAO, le PAM et l'OMC. Si on peut élargir cette task-force à d'autres et la pérenniser, ce serait une bonne chose.

Un rôle déterminant revient ici à la FAO alors qu'elle a pour mission d'élaborer des réponses cohérentes à moyen et à long terme à la crise alimentaire. J'aimerais exprimer dans cette enceinte le souhait que le suivi de l'Evaluation externe indépendante de la FAO aboutisse à une FAO renouvelée, capable de faire face aux multiples défis posés par tout ce qui touche à l'alimentation et à l'agriculture. Le Luxembourg en tout cas entend augmenter cette année de façon substantielle ses contributions aux programmes de la FAO.

Je vous remercie de votre attention.